

LE QUOTIDIEN

Édition spéciale
de Nouvelles CSN
17 mai 1984

jeudi



«Une triste comédie»

LES PATRONS DE LA CONSTRUCTION PARALYSENT LES NÉGOCIATIONS

Une attitude cavalière du conciliateur Raymond Leboeuf. Des farces grossières du porte-parole patronal Michel Dion. Rires en sourdines du président de l'AECQ, Franco Fava, affalé sur sa chaise, parlant la bouche molle, manquant de savoir-vivre élémentaire.

Aux propositions syndicales, les patrons de la construction du Québec répondent en s'amusant, poussant l'arrogance jusqu'à refuser toute entente, et jusqu'à ne présenter aucune contre-proposition.

La scène se poursuivra bien pendant plus de cinq heures dans un hôtel de la métropole. «C'est une triste comédie», avoue le cordonnateur de la CSN-Construction, Michel Gauthier, devant le spectacle offert par les patrons de l'Association des Entrepreneurs de la Construction du Québec, au cours de cette première séance de négociation officielle, ce mercredi, 16 mai.

Pour les patrons, qui contestent devant les tribunaux la légitimité de la prolongation du décret annoncé par le ministre Fréchette le 25 avril dernier, la négociation ne peut être «prise au sérieux» puisque, selon eux, il ne peut y avoir d'entente signée à la table.

«Nous ne parapherons rien ici», précisera le négociateur patronal, en affirmant, dès le matin, son intention de paralyser par un étrange «filibuster» les débats autour des clauses de la convention.

«Tout ce qu'on peut fai-



re ici, c'est préparer une nouvelle convention, pas d'en entériner une...» dira-t-il.

«De toutes façons, expliquera-t-il plus tard, on n'est plus à l'ère de la réglementation, mais plutôt à celle de la déréglementation. Le ministre Fréchette n'a qu'à convoquer une commission parlementaire sur l'industrie et après nous négocierons», ont-ils conclu.

Pour la CSN-Construction, les patrons de l'industrie

paralysent indûment la négociation «parce qu'ils nient le droit des travailleurs de la construction de négocier librement leurs conditions de travail et leurs salaires».

«Cette attitude est inadmissible», précisera Michel Gauthier. «Si des travailleurs voyaient ce qui se passe à cette table de négociation, il y a longtemps qu'ils en auraient sorti quelques-uns cul par-dessus tête. Ce n'est pas sérieux.»

«Le Mouvement Desjardins c'est non aux augmentations de salaires et oui à des fleurs la semaine des secrétaires!»

Francine Clément, employée à la caisse populaire de Laplaine



Les deux déléguées des caisses populaires de Lanaudière au Congrès, Christine Mousseau et Francine Clément.

«Le Mouvement Desjardins c'est non aux augmentations de salaires et oui à des fleurs lors de la semaine des secrétaires!» Cette phrase d'une employée de la caisse populaire de Laplaine, Francine Clément, est certes lapidaire mais juste. Cette formule est en effet révélatrice de l'attitude intransigente et paternaliste des patrons du Mouvement Desjardins.

Cette année, une centaine de syndicats de caisses populaires affiliés à la CSN et représentant 1,500 travailleuses et travailleurs, renégocient les conventions collectives. Le Mouvement Desjardins vise la disparition des échelons de salaires pour les remplacer par une forme désuète et discriminatoire de rémunération: la rémunération au mérite... Le Mouvement Desjardins souhaite établir un salaire minimum et un salaire maximum entre lesquels il versera

des augmentations salariales aux travailleuses qui le mériteront...

Ces syndiqué-e-s se battent aussi pour négocier des clauses protégeant les emplois de travailleuses qui, à 35 heures par semaine, sont toujours considérées comme employées temporaires. Là aussi le Mouvement Desjardins fait la sourde oreille...

Les travailleuses et les travailleurs des caisses auront-ils gain de cause sur leur employeur avare? Laissons la parole à la déléguée de la caisse de Laplaine: «je crois qu'avec la patience nous arriverons à des choses positives».

Quelle crise?

Malgré la crise économique ou grâce à elle le Mouvement Desjardins a supplanté ses concurrents et affiche des actifs de l'ordre de \$20 milliards et un taux de profits de 58%.

Un vidéo sur la grande marche pour l'emploi

«Je marche pour mes cinq filles car si ça continue comme c'est parti là elles n'auront pas de travail plus tard!» confie une mère de famille. Une autre intervenante dit: «On a marché pour que cesse la discrimination à l'égard des femmes à la recherche d'un emploi!».

Entre le 12 mai et le 28 mai 1983 des centaines de personnes ont participé à la grande marche pour l'emploi par une manifestation monstre de 30,000 personnes partie de Québec pour se terminer à Montréal. Un travailleur du CLSC Basse-Ville de Québec, Serge Rousseau, a filmé l'événement et a produit un documentaire en couleurs de 52 minutes.

De Québec à Montréal, en sillonnant des chemins qui les ont conduits dans le comté de Portneuf, à Trois-Rivières, à Victoriaville, à Drummondville, à St-Hyacinthe, à St-Hilaire, à Sorel, à St-Hubert, à Longueuil, les marcheurs et les marcheuses ont diffusé des milliers de tracts afin de sensibiliser la population à des revendications créatrices d'emplois, et notamment **la réduction du temps de travail**.

Ce vidéo sera diffusé dans le cadre du congrès de la CSN **le jeudi, 17 mai, à 14 heures à la salle 211 C**.

Les délégué-e-s intéressés à projeter ce vidéo dans leurs régions respectives peuvent le demander à Serge Rousseau en téléphonant au centre de documentation du CLSC-Basse-Ville à 418-529-6592.

«La vie en rose» s'intéresse au Mouvement Desjardins

La revue féministe «La vie en rose» s'intéresse aux conditions de travail et salariales des travailleuses des caisses populaires Desjardins. En effet, cette semaine une journaliste de cette publication, Lise Moisan, a rencontré deux déléguées des caisses populaires de la région de Lanaudière, Francine Clément et Christine Mousseau, afin de s'enquérir des négociations en-

tre les syndicats CSN et le Mouvement Desjardins, monter un dossier sur ce mouvement financier et traiter de la lutte des femmes du secteur institutions financières. La journaliste publiera son premier texte dans l'édition du 18 juin. Dans l'édition suivante elle publiera un autre texte qui, celui-là, ira beaucoup plus à fond.

Parlant de «La vie en rose», mentionnons qu'à compter du mois de septembre prochain cette revue deviendra mensuelle. Félicitations à toute l'équipe de «La vie en rose», composée de deux permanentes et de nombreuses collaboratrices!

«Il faut tenir compte de l'effet combiné de tous les agresseurs»

Donna Mergler

Les populations des quartiers ouvriers de l'île de Montréal ont une espérance de vie écourtée de 9 à 11 ans par rapport à celle des populations des quartiers plus aisés.

À 20 ans les travailleuses et les travailleurs sont en bonne santé, sinon les entrepreneurs ne les embaucheraient pas. Mais 30 ans plus tard ces mêmes employé-e-s forment le groupe dont la santé est la plus fragile. Ces travailleurs et travailleuses ne souffrent pas nécessairement des maladies «reconnues» mais plutôt d'une usure précoce et accélérée des différentes parties du corps. Quant aux travailleuses et travailleurs du réseau des affaires sociales et du milieu scolaire ils et elles connaissent un taux très élevé d'épuisement professionnel, communément appelé «burn-out».

Crise et coupures

D'après une physiologiste de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et militante de la CSN, Donna Mergler, ces trois phénomènes ne sont pas étrangers à la récente crise économique et aux coupures budgétaires effectuées par les deux palliers de gouvernement, et tout particulièrement celui du Québec dans les hôpitaux et les écoles.

Dans l'industrie, les travailleurs et travailleuses, en dépit des mises à pied massives, effectuent présentement la même production qu'avant les années de crise. Résultat: une accélération de l'usure prématurée de l'organisme. Quant aux employé-e-s de la fonction publique, ils et elles ont tenté d'assurer les mêmes services à la population malgré les décrets qui sabraient dans les budgets, l'équipement et le



personnel. Résultat: augmentation du stress, de la fatigue et beaucoup de cas d'épuisement professionnel.

L'organisme réagit

Mises à pied massives dans l'entreprise privée, coupures budgétaires dans le secteur public et para-public, des travailleuses et des travailleurs qui produisent autant, d'autres qui s'efforcent d'assurer les mêmes services; une telle situation, affirme Donna Mergler, s'avère rapidement intenable pour l'organisme humain et s'ajoute aux problèmes causés par l'exposition au bruit, à la poussière, à la chaleur, au froid, aux produits toxiques et à toutes les autres conditions nocives des lieux de travail.

S'en sortir

Mais comment se sortir d'une telle situation, d'une telle impasse? Donna Mergler et d'autres femmes et hommes de science favorisent une approche globale et collective. Selon elle, «on a en général trop tendance à parcelliser le travail et à parcelliser le corps. Il faut tenir compte des effets combinés des agents agresseurs sur l'ensemble du corps». Cette approche doit comprendre une étude des conditions environ-

nementales, organisationnelles, psycho-sociales, et ergonomiques. Pour cela il faut faire appel aux connaissances que les travailleuses et travailleurs ont de leur milieu de travail. «C'est ça que nous faisons actuellement dans l'enquête que nous menons avec des syndicats sur les effets des solvants sur le système nerveux. Nous comparons des aspects du fonctionnement du système nerveux des personnes qui travaillent dans des lieux où on utilise des solvants avec ceux des personnes qui travaillent dans les lieux où il n'y en a pas. Ceci nous permettra d'identifier les changements avant que des maladies ne se développent.

Ces changements se reflètent souvent par des symptômes qui servent d'alarmes: insomnie, fatigue, maux de tête, problèmes de digestion, etc. Ces problèmes, sans constituer des maladies comme telles, gênent les personnes dans leur fonctionnement normal, affirme Donna Mergler.

«Une approche collective et globale, avance Donna Mergler, vise à cerner les premières manifestations des problèmes de santé rencontrés chez les travailleuses et les travailleurs afin de modifier qualitativement le milieu de travail. Une approche individuelle se limite trop souvent à enlever un individu malade du milieu de travail plutôt que de transformer l'organisation déficiente du travail.

Donna Mergler préconise un allongement substantiel de la liste de maladies «reconnues», tout en insistant sur l'importance de poursuivre dans nos syndicats la lutte entreprise il y a plusieurs années pour l'élimination des dangers à la source».

Par ailleurs, elle réitère l'invitation aux délégués de 20 à 30 ans, non-exposés aux solvants, qui travaillent sur des quarts alternants, de participer à l'étude. Elle sera au kiosque de renseignements (à côté de l'escalier mobile) à 9h et à 13h vendredi pour conduire les volontaires jusqu'aux lieux de l'étude.



ET LES VISITEURS ONT VISITÉ LANAUDIÈRE...

Mardi, pendant que le congrès entreprenait son travail en ateliers, nos invités représentant les organisations syndicales des autres pays ont rendu visite à des syndicats dans la région de Lanaudière.

Tôt le matin, dans un minibus, une douzaine d'entre eux se sont dirigés vers cette région où ils ont été reçus dans trois syndicats. Chez Scott Paper, de Crabtree, le président du syndicat René Desrochers les a guidés dans une visite de l'usine. Nos camarades du Mexique, de l'Espagne, de France, de Hollande, d'Algérie, de Belgique, du Chili se sont aussi rendus au Centre hospitalier de Lanaudière.

À l'usine Firestone, le représentant de la Confédération mondiale du travail a pu exposer au président du syndicat, Gilles Brazeau, un problème de reconnaissance syndicale vécu dans une plantation appartenant à cette multinationale au Libéria, en Afrique. «J'ai été expulsé du pays l'an dernier sans avoir pu rencontrer le syndicat», a expliqué Coen Damen. Il est possible qu'une action concrète de solidarité puisse être organisée; une grève de sympathie a d'ailleurs été organisée en Hollande par les syndicats affiliés à la CMT.

À la fin de la journée, c'est au Centre de formation Fernand-Jolicoeur de Lanaudière que nos invités ont été reçus au cours d'un souper où Norbert Rodrigue, du service de formation, a témoigné de l'engagement de la CSN au plan de la solidarité internationale. Il a souligné les efforts nécessaires pour mettre l'accent sur les points de convergence qui doivent se dégager entre les organisations syndicales.

Conduits par Yves Leneuve, nos invités sont rentrés très tard à Montréal. Sains et saufs.

LES INVITÉS ÉTRANGERS AU 52^e CONGRÈS

Ercan Semsettin, de la Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK)

Luis Droguett, de la Fédération d'Unité syndicale (FUS), Chili

Alain Guichard, de la Confédération Générale du Travail (CGT), France

Hacene Djeman, de la Confédération Internationale des Syndicats Arabes (CISA)

Michel Friche, de la Confédération Romande du Travail (CRT), Suisse

Coen Damen, de la Confédération Mondiale du Travail

Tere Zinkunegi, de la Centrale Solidarité des Travailleurs Basques (ELA-STU)

James McGee, de l'Association des Travailleurs des Postes et Services Fédéraux (NAPFE), États-Unis

Thozamile Makheta, du Congrès des Syndicats Sud-Africains (SACTU), Afrique du Sud

Robert D'Hondt, de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC), Belgique

Jesus Rodriguez, de la Centrale des Travailleurs Cubains (CTC), Cuba

Antonio Villalba et Neli Herrera, du Front Authentique des Travailleurs (FAT), Mexique

Jose Prince, de la Confédération Latino-américaine des Travailleurs (CLAT)

LES JEUNES VEULENT UN AVENIR

Le Regroupement autonome des jeunes et la CSN se sont associés pour critiquer le programme gouvernemental de stage en entreprise mis de l'avant par le gouvernement.

Au cours d'une conférence de presse dans le cadre du 52^e congrès de la CSN, les porte-parole des deux organisations ont signalé que la situation dramatique faite aux jeunes nécessitait autre chose que des allocations de subsistance.

Quelle relance

Michel Croteau, du RAJ, et Christophe Auger, vice-président de la CSN, ont tous deux dénoncé le peu d'efforts mis par les différents paliers de gouvernement pour développer des politiques véritablement créatrices d'emplois.

«Que d'argent et de brouhaha déployés pour annoncer que la relance est arrivée; que le chômage, en particulier celui vécu par les jeunes, fait l'objet d'une priorité dans le cadre d'un plan de relance économique».

Le Regroupement autonome des jeunes (RAJ) réunit plusieurs associations comme l'ANEQ, la JOC, la JEC, de même que diverses associations régionales de jeunes sans emploi.

Dans la perspective du rapport présenté dimanche par la direction de la centrale, le vice-président Christophe Auger a apporté l'appui entier de la CSN à l'occupation d'un édifice du gouvernement du Québec, qui sera organisée au cours des prochains jours et à laquelle plusieurs centaines de jeunes sont invité-e-s à participer. Le principal objectif de cette action vise à mettre fin à la discrimination dont les jeunes sont l'objet en rapport avec les niveaux des prestations d'aide sociale.

«Nous avons précisé dans notre rapport comment il était important de faire de la place aux jeunes qui arrivent depuis déjà plusieurs années sur le marché du travail, a déclaré Christophe Auger; nos propositions sur la réduction du temps de travail, par exemple, vont dans ce sens. Le congrès de la CSN est très sensible à ces préoccupations mises de l'avant par les jeunes et nous estimons de nos responsabilités de les appuyer et de leur apporter tout le soutien militant nécessaire».

Le programme de stage en entreprise

«Ce programme, qui doit dé-

buter en juin, développe davantage la disponibilité des jeunes à occuper un emploi que la création de véritables emplois permanents. L'ajout de \$150 à l'aide sociale et le \$100 offert en subvention à l'employeur contribuent à faire de ce programme une incitation à implanter le cheap labor».

Les deux organisations ont constaté que là où des syndicats existent, les entreprises ne pourront pas aussi facilement transformer en main-d'œuvre à rabais les jeunes

assistés sociaux qui participeront à ce programme. Un protocole devra en effet être signé avec le syndicat en place. «Mais il faut être conscients que dans à peu près 80 pour cent des cas, les entreprises ne sont pas syndiquées et les employeurs ont tout le champ libre pour exploiter une jeunesse qui n'a pas d'autres choix».

«Il faut que les stages prévus à ce programme soient soumis aux règles du Code du travail. C'est la seule façon de protéger les jeunes contre l'arbitraire et l'exploitation».



La CSN appuie les jeunes. Le vice-président Christophe Auger et le représentant du Regroupement autonome des jeunes Michel Croteau ont dénoncé en conférence de presse hier le programme lancé par la ministre Marois.

AIDE AUX SYNDICATS

Le deuxième versement (40%) de l'aide financière pour assistance au Congrès sera remis aux délégués qui y ont droit à compter de 9h00 ce matin à la salle 204 B...

Nous vous rappelons qu'aucune réclamation faite après le 17 mai ne sera acceptée.

Le service de l'information s'associe à tout le congrès pour exprimer sa solidarité à notre camarade Jacqueline Dubuc, secrétaire du président de la CSN, dont le mari est décédé dimanche. Les funérailles ont eu lieu hier.

LE LÈVE TÔT



- Ce soir, c'est le party du Congrès qui, selon la tradition, se tient pas trop loin des élections. C'est pourquoi l'entrée est gratuite mais pas la bière, qui se vendra \$2,50 la bouteille, service inclus... À moins que certains candidats ne se mettent dans les frais! Pour la partie plus culturelle, alterneront aux demi-heures l'orchestre de Camille Bélisle et les Syndiqués et la disco-mobile de Normand Dubé, de Ménasco. Enfin, un prix de participation sera tiré durant la soirée parmi les participant-e-s présent-e-s: il s'agit d'un magnétoscope haute-performance VHS Hitachi; les billets seront disponibles à l'entrée de la salle 201 C à compter de 20 h 15.

- Au sujet des élections, nous avons appris que Camille B. (rien à voir avec Camille C.) a affirmé que personne de l'exécutif de la Fédération des employé-e-s des services publics ne se présentait aux élections. À ce sujet, nous allons d'ailleurs tenter de publier, dans le journal de demain, la liste des personnes qui ne se présentent pas. Mais d'ore et déjà nous savons que Michel Gauthier ne figurera pas sur cette liste.

- De retour dans la salle de l'organisateur: tel que promis, nous n'avons pas encore la liste des prix qui seront offerts aux gagnants du concours de vendredi mais nous pouvons par contre vous donner quelques scores respectables: Marcel Pepin (340), Lise Lanno (330), Clément Gaumont (310), Clermont Bergeron (280), Ulysse Duchesne (280 grâce à ses cours de français), Fernand Bélanger (270), Denyse Côté (270), Robert Castonguay (260), Claude Girard (250, bravo), Marcel Lebel (240) et François Huot (240).

- Une particularité dans le concours: un participant, Fiorino B., d'un chantier maritime de Montréal, est venu voir la salle au moins quatre fois, a regardé les autres concurrents, a bien étudié les réponses, s'est enfin essayé pour réussir le score parfait de 360. Il mériterait un diplôme en histoire...

- Ce qui est encore plus étonnant, c'est qu'il a réussi le score parfait malgré le fait qu'il y avait deux erreurs dans le questionnaire (qui ont été corrigées):

- à la question sur «Ne comptons que sur nos propres moyens», où la réponse acceptée laisse entendre que ce document avait été adopté par le Congrès de la CSN alors qu'il n'avait été que présenté au Conseil fédéral;

- à la question sur la parité salariale dans la construction, la réponse était plutôt 1971 et non 1970, Marcel Pepin dixit.

- Merci à la quarantaine de salarié-e-s qui travaillent pour faire fonctionner ce Congrès. Sans elles et eux, nous serions dans le trouble.

- L'Office franco-québécois pour la jeunesse organise pour l'automne (du 18 septembre au 3 octobre) un stage en France sur le thème **Syndicalisme et bureaucratie**. Ce stage s'adresse aux militant-e-s des syndicats locaux impliqué-e-s dans ces questions. Les dossiers de candidature doivent être remis à l'OFQJ avant le 29 juin. Le coût du voyage est de \$520. **Pour plus d'informations**, contactez Gilles Rioux, agent de développement à l'OFQJ, 1214, rue de la Montagne, Montréal H3G 1Z1; tél. (514) 873-4255.

- La délégation du Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de Limoilou a produit un document de réflexion sur «**La crise et ses conséquences**». Ce document est disponible auprès de l'un des délégué-e-s suivant-e-s; Lorraine Garneau, Yvon Poirier ou Pierre Ross.

Il n'y a pas que la bouffe...

Commençons par les affaires que tout le monde sait. Ce soir, c'est jeudi. Les magasins sont ouverts. Ce que l'on appelle les grands magasins (Eaton, La Baie, Simpsons) ça se trouve sur la rue St-Catherine, en allant vers l'ouest. Métro McGill pour ceux et celles qui ont les jambes en compote. L'entrée est gratuite. Pas obligé-e-s d'acheter. Pas de vestiaire et les toilettes sont difficiles à trouver (Décidément!).

Il n'y a pas que les grands magasins

Mais oui, il y en a des petits. C'est moins long à visiter, pas nécessairement plus cher, et souvent plus sympathique.

Alors on retourne sur la rue St-Denis pour rapporter un cadeau aux enfants... ou à sa maman. Entre Roy et Rachel, si vous êtes allés faire un tour, vous avez certainement remarqué qu'il y avait aussi (à part les restaurants, etc.) de nombreuses boutiques. Quelques suggestions si vous voulez rapporter un cadeau: **Franc Jeu** au 4140, **l'Arc-en-ciel** au 4068, **l'Essence du papier** au 4160, **La Pensée Imagée** au 4159 et **Science Tech (jeux scientifiques)** au 3967.

Si vous avez dans votre famille un-e maniaque du jeu Donjons et Dragons, allez faire un tour un midi au coin des rues Marie-Anne et Berri, à la boutique **Le Valet de cœur**.

Un truc si vous n'avez pas le temps

Évidemment, c'est possible que vous soyez trop occupé-e-s par les élections, que vous siégiez tard sur un comité ou, tout simplement, que vous ne vouliez pas sortir. Alors on a une solution. Vous allez au complexe Desjardins par le couloir souterrain. En arrivant sur place, en haut de l'escalier mobile, vous verrez un comptoir au-dessus duquel trône l'inscription **Impressions**. Achetez à votre rejeton un gilet de Boy George. Le coût: \$8.50 pour un T-Shirt avec la photo en couleur. Ça a pogne au boutte.

Si vous couchez au Palais des congrès

Pour ceux et celles qui restent collé-e-s au Palais des congrès pour être sûr-e-s de ne rien manquer, et qui veulent quand même rapporter un souvenir. La solution, c'est les macarons.

Un conseil d'un-e ami-e qui veut vous retrouver

Aujourd'hui, on va tous prendre une bonne résolution. Comme trop de monde se donne rendez-vous au haut de l'escalier mobile, c'en est rendu qu'on ne se retrouve plus. Pour le reste de la semaine, on va aussi se donner rendez-vous en bas de l'escalier mobile. De cette façon, en descendant, ça va être plus facile de voir qui nous attend... et peut-être même qui on veut éviter.

Le couche-tard.

P.S. J'aurai une serviette du congrès sous le bras.

BABILLARD

vous avez des réunions, des assemblées,
des activités à annoncer,
utilisez le journal, en nous contactant
au local 206 B
heure de tombée: 15 heures



SCULPTURE CHERCHE CONSEIL CENTRAL

Cette sculpture, débutée en 1974 et terminée en 1984, se veut un appui aux luttes ouvrières. Elle est maintenant disponible et cherche un conseil central ou des militant-e-s intéressé-e-s. Pour information: Gilles Garand (514) 371-5555.

le Quodidien du Congrès est produit par le service d'information de la CSN pour le bénéfice des congressistes, leur information et leur plaisir.

PETITES ANNONCES

.Sur la Rive-sud de Montréal, local à louer. Capacité de 100 personnes. Coût: \$30 pour une soirée, \$50 pour la journée.

Lieu: 235 boul. Tachereau, suite 302, Greenfield Park.

Pour informations: le syndicat national des employé-e-s de l'hôpital Charles-Lemoine 672-3930

.Matériel d'imprimerie de qualité à vendre: Gestetner 319 (système de duplication offset automatique) et cliché électrostatique (modèle PM9). Coût \$6000, livraison non-comprise.

Intéressant pour gros syndicat ou conseil central. S'adresser à Josée Welsh ou Normand Gauthier, 253-8200, ext 348 ou 432.

RÉUNIONS JEUDI:

.Les syndicats du secteur forêt de la FTFP sont convoqués à la salle 208 à 11h00. Les délégué-e-s de la région de Montréal sont prié-e-s de demeurer dans la salle du Congrès à l'ajournement de 13h00.

.Réunion des infirmières et infirmiers de la FAS à la salle 203 C, de 13h00 à 13h30.

.Réunion des délégué-e-s des syndicats de Domtar sur le fonds de pension à 15h00, à l'hôtel Méridien, restaurant le Vieux Marché (niveau du foyer).

.Les syndicats du sciage de la FTFP et du bois ouvré, du meuble, du sciage de la FNSBB ainsi que les salarié-e-s affecté-e-s à ces syndicats se réunissent à 17h00 à la salle 208. Re: le cancer du larynx dans les usines de bois.

.Dîner important du Comité provincial des garderies. Rendez-vous en bas des escaliers roulants, à gauche, à 13h00.

design: Jean Gladu/Tricycle
photo-composition: Tricycle Compo
impression: Service d'impression CSN